

CANADA
DISTRICT DU QUEBEC
N° DIVISION : 01-MONTREAL
N° COUR :
N° DOSSIER :
N° BUREAU :

C O U R S U P É R I E U R E

« Chambre commerciale »

DANS L'AFFAIRE DE L'ARRANGEMENT DE : **BÉTON BRUNET LTÉE, 7507852
CANADA INC., GESTION R.C.F.L. INC.,
LES PRODUITS DE BÉTON CASAUBON
INC., DISTRIBUTION BRUNET INC.,
BÉTON BRUNET 2001 INC., 7956517
CANADA INC., 6353851 CANADA INC.,
9197-8379 QUÉBEC INC. ET 7507917
CANADA INC.**

**COLLECTIVEMENT « GROUPE
BRUNET »**

Débitrices

-et-

RAYMOND CHABOT INC.

Jean Gagnon, CPA, CA, CIRP

Contrôleur proposé

RAPPORT DU CONTRÔLEUR PROPOSÉ SUR L'ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE

(article 10(2) a) et b))

À L'UN DES HONORABLES JUGES DE LA COUR SUPÉRIEURE SIÉGEANT EN CHAMBRE COMMERCIALE :

Dans le cadre d'une requête pour l'émission d'une *Ordonnance initiale* en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies* (la « Loi »), et tel que requis par la Loi, nous vous soumettons un rapport portant sur l'état de l'évolution de l'encaisse des Débitrices.

L'état de l'évolution de l'encaisse présenté en annexe de Groupe Brunet en date du 26 novembre 2014, qui porte sur la période du 1^{er} décembre 2014 au 13 février 2015, a été établi par la direction des Débitrices aux fins mentionnées dans la note 1, à partir des hypothèses probables et conjecturales énoncées dans la note 3.

Pour effectuer notre examen, nous avons mené des enquêtes, effectué des analyses et tenu des discussions portant sur les renseignements que nous ont fournis la direction et les employés des Débitrices. Puisque les hypothèses conjecturales n'ont pas à être étayées, nous nous sommes limités à en évaluer la pertinence par rapport à l'objet des projections. Nous avons également étudié les renseignements fournis par la direction à l'appui des hypothèses probables, ainsi que la préparation et la présentation des projections.

D'après notre examen, il n'y a rien qui nous porte à croire, quant aux points importants :

- a) que les hypothèses conjecturales ne cadrent pas avec l'objet des projections;
- b) qu'à la date du présent rapport, les hypothèses probables émises par la direction ne sont pas convenablement étayées et ne cadrent pas avec les projets des Débitrices ou ne constituent pas un fondement raisonnable pour les projections, compte tenu des hypothèses conjecturales; ou
- c) que les projections ne reflètent pas les hypothèses probables et conjecturales.

Par contre, nous avons certaines réserves quant à la fiabilité de l'information financière disponible. En effet, au moment de ce rapport :

- a) Les états financiers annuels du 31 octobre 2013 n'ont pas encore été finalisés par le comptable externe.
- b) Les plus récents états financiers intérimaires datent du 30 juin 2014 et ils ne sont pas disponibles sur une base consolidée.
- c) Les états financiers annuels du 31 octobre 2014 sont en préparation, sont très préliminaires et pourraient changer de façon matérielle.

Puisque les projections sont fondées sur des hypothèses concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés, même si les hypothèses conjecturales se réalisent, et les écarts peuvent être importants. En conséquence, nous ne pouvons affirmer avec certitude que les projections données se réaliseront.

Les projections ont été établies exclusivement aux fins mentionnées dans la note 1, et il est à signaler que ces projections peuvent ne pas convenir à d'autres fins.

Daté à Montréal, le 27 novembre 2014.

RAYMOND CHABOT INC.
Contrôleur proposé



Jean Gagnon, CPA, CA, CIRP

GROUPE BRUNET
ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE
POUR LA PÉRIODE DU 1^{ER} DÉCEMBRE 2014 AU 13 FÉVRIER 2015
(non vérifié – voir rapport du Contrôleur proposé)

VOIR ANNEXE

GROUPE BRUNET
NOTES COMPLÉMENTAIRES

AU 26 NOVEMBRE 2014

(non vérifié – voir rapport du Contrôleur proposé)

1. OBJET DE L'ÉTAT DE L'ÉVOLUTION DE L'ENCAISSE

L'état de l'évolution de l'encaisse a été préparé le 26 novembre 2014 par la direction des Débitrices à partir d'un bilan estimatif au 14 novembre 2014 et surtout en fonction d'hypothèses conjoncturelles pour ce qui a trait aux résultats.

Le but de ces projections est de présenter au Tribunal une information financière prospective dans le cadre du dépôt d'une ordonnance initiale en vertu de la Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies. Il est à signaler que ces informations risquent de ne pas convenir à d'autres fins.

L'état de l'évolution de l'encaisse a été préparé en fonction d'hypothèses qui reflètent les lignes de conduite que la direction des Débitrices a prévu adopter pour la période du 1^{er} décembre 2014 au 13 février 2015, compte tenu de l'ensemble des conditions économiques qui, de l'avis de la direction, sont les plus probables, mais surtout en fonction des hypothèses conjoncturelles qui cadrent avec l'objet des projections, mais qui ne sont pas nécessairement les plus probables.

Étant donné que ces projections sont fondées sur des hypothèses concernant des événements à venir, les résultats réels différeront des renseignements présentés et les écarts pourront être importants.

2. CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Les présentes projections sur l'évolution de l'encaisse ont été préparées dans la perspective d'une continuité de l'exploitation, en tenant compte de certaines mesures qui ont ou seront mises en place par les dirigeants pour réduire les dépenses, considérant une capacité d'emprunt restreinte. Cette période permettra d'évaluer les perspectives d'avenir de Groupe Brunet.

3. HYPOTHÈSES CONJONCTURELLES ET PROBABLES

L'état de l'évolution de l'encaisse a été établi sur une base individuelle et consolidée pour l'ensemble des sociétés et repose surtout sur des hypothèses conjoncturelles qui sont énoncées ci-après.

3.1. Encaissements

COMPTES CLIENTS

Les montants sont estimés en fonction d'une analyse détaillée des principaux comptes, de l'historique, des ventes prévues et de l'expérience des dirigeants. Le délai moyen de perception est d'environ 60 jours.

VENTES PRÉVISIONNELLES

Les ventes prévisionnelles sont basées sur l'historique et reflètent les plus récentes tendances et l'expérience des dirigeants.

3.2. Débours

ACHATS

Les achats de matières premières sont établis en fonction des stocks actuels et des ventes estimées par la direction et payés à la réception de la marchandise.

SALAIRES ET DÉDUCTIONS À LA SOURCE

Les salaires reflètent les mises à pied temporaires prévues et sont payés à la semaine ou aux deux semaines selon la société.

FRAIS GÉNÉRAUX, DE VENTES ET FRAIS D'ADMINISTRATION

Les frais sont estimés en fonction du volume des ventes prévues et de l'expérience et en vertu d'ententes contractuelles. Ils sont acquittés à la réception de la facture ou au comptant.

INTÉRÊTS ET FRAIS BANCAIRES ET DETTE À LONG TERME

Ils reflètent les ententes présentement en vigueur avec les prêteurs.

DROITS D'UTILISATION D'ACTIFS DE TIERS

Les droits d'utilisation d'actifs de tiers sont relatifs à des équipements et immeubles détenus par des sociétés liées aux Débitrices et utilisés par cette dernière. Les versements prévus correspondent aux capital et intérêts devant être assumés par ces sociétés liées sur les dettes grevant les actifs.

TAXES DE VENTE

Les taxes de vente sont estimées en fonction du volume de ventes et des débours à venir.

FRAIS DE RESTRUCTURATION

Estimés en fonction de l'expérience et payables à la réception de la facture.

4. FACTEURS DE RISQUE INHÉRENTS AUX PRÉVISIONS

Les prévisions reposent notamment sur :

- De la capacité de la société à percevoir les comptes clients;
- De la capacité de la société de réaliser les ventes prévisionnelles en fonction de l'inventaire et selon les marges de profit établies;
- De la capacité de maintenir le soutien des principaux créanciers garantis.

ANNEXE

Groupe Béton Brunet et AL.

Weekly cash flow projections for the 13-week period ending February 13, 2014

(unaudited)

(In thousands \$) - Week ending:	Week 1	Week 2	Week 3	Week 4	Week 5	Week 6	Week 7	Week 8	Week 9	Week 10	Week 11	Week 12	Week 13	Total	
	14-nov	21-nov	28-nov	05-déc	12-déc	19-déc	26-déc	02-janv	09-janv	16-janv	23-janv	30-janv	06-févr		13-févr
Receipts	Actual	Actual													
Accounts receivable as at November 14, 2014															
Current		1 788	1 518	1 463	1 257	1 453	1 344	452	1 139	408	255	250	211	153	11 689
Litigious		-	-	-	-	-	-	-	-	-	220	535	1 410	350	2 515
Subsequent sales		-	30	40	50	106	150	180	214	274	579	322	353	1 096	3 394
		1 788	1 547	1 503	1 307	1 559	1 494	632	1 352	682	1 054	1 107	1 974	1 600	17 598
Disbursements															
Purchases		639	703	523	438	543	-	-	234	356	306	280	478	478	4 977
General, selling and administrative expenses (excluding payroll and DAS)		51	79	268	145	77	62	28	86	114	126	70	105	107	1 319
Payroll		430	495	418	456	381	447	323	380	238	313	245	313	245	4 684
DAS		184	199	172	183	162	187	142	150	110	138	108	134	112	1 982
Rent		-	-	76	-	-	-	76	-	-	-	-	76	-	227
Interest and bank fees		-	-	150	-	2	-	150	-	2	-	-	150	-	453
Long-term debt - Capital and interest		1	125	24	10	-	77	70	3	10	33	93	24	10	480
Right to use third party assets		72	174	33	95	175	93	113	36	166	129	143	5	66	1 300
Sales taxes		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	69	-	-	69
Restructuring fees		-	75	161	101	101	176	1	1	101	51	51	51	51	921
Bank consultant fees / information agent		-	70	75	75	13	13	-	-	13	13	13	13	13	308
Unreconciled difference		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
		1 378	1 920	1 899	1 502	1 454	1 054	902	890	1 110	1 107	1 072	1 348	1 082	16 720
Decrease (increase)		410	(373)	(397)	(195)	105	439	(270)	462	(428)	(53)	35	627	518	879
Bank loan - Beginning		(40 312)	(39 902)	(40 275)	(40 671)	(40 867)	(40 762)	(40 322)	(40 593)	(40 131)	(40 559)	(40 612)	(40 578)	(39 951)	(40 312)
Bank loan - end		(40 312)	(39 902)	(40 275)	(40 671)	(40 867)	(40 762)	(40 322)	(40 593)	(40 131)	(40 559)	(40 612)	(40 578)	(39 951)	(39 433)
Authorized advances		41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000	41 000
Availability (overdraft)		688	1 098	725	329	133	238	678	407	869	441	388	422	1 049	1 567

Groupe Béton Brunet

HSBC'S short-term lending position for the 13-week period ending February 13, 2014

(unaudited)

	Week 1	Week 2	Week 3	Week 4	Week 5	Week 6	Week 7	Week 8	Week 9	Week 10	Week 11	Week 12	Week 13	Total	
(in thousands \$) - Week ending:	14-nov	21-nov	28-nov	05-déc	12-déc	19-déc	26-déc	02-janv	09-janv	16-janv	23-janv	30-janv	06-févr	13-févr	Total
Securities															
Accounts receivable															
Opening balance		37 477	36 758	36 687	36 001	35 665	34 923	33 429	32 797	32 701	32 438	31 803	31 618	30 162	37 477
Sales		1 330	1 607	889	889	889	-	-	1 367	456	456	1 003	563	563	10 012
Intercompany sales included above		(305)	(369)	(204)	(204)	(204)	-	-	(314)	(105)	(105)	(231)	(129)	(129)	(2 301)
Taxes on net sales		198	239	132	132	132	-	-	203	68	68	149	84	84	1 489
Receipts															
Accounts receivable as at November 14, 2014		(1 942)	(1 518)	(1 463)	(1 103)	(1 453)	(1 344)	(452)	(1 139)	(408)	(475)	(785)	(1 621)	(503)	(14 204)
Subsequent sales		-	(30)	(40)	(50)	(106)	(150)	(180)	(214)	(274)	(579)	(322)	(353)	(1 096)	(3 394)
Ending balance		37 477	36 758	36 687	36 001	35 665	34 923	33 429	32 797	32 701	32 438	31 803	31 618	30 162	29 080
Less :															
Intercompany accounts		(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)	(11 735)
Over 120 days accounts		(8 295)	(8 295)	(8 295)	(8 295)	(8 295)	(8 295)	(8 295)	(8 295)	(8 075)	(7 760)	(6 885)	(7 945)	(5 780)	(5 780)
Ineligible accounts (note 1)		(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)	(1 073)
Bank borrowing capacity criteria		16 374	15 655	15 584	14 898	14 562	13 820	12 326	11 694	11 598	11 555	11 235	11 925	9 409	10 492
Borrowing capacity on accounts receivable		75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%	75,0%
		12 281	11 741	11 688	11 173	10 922	10 365	9 245	8 771	8 699	8 667	8 426	8 944	7 056	7 869
Stocks															
Ending balance (note 2)		17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799	17 799
Bank borrowing capacity criteria		50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%	50,0%
Theoretical borrowing capacity		8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900
Maximum borrowing capacity		17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000	17 000
Borrowing capacity on stocks		8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900	8 900
Possible priority claims															
Sales taxes		(879)	(981)	(0)	(19)	(59)	(93)	(65)	(65)	(233)	(230)	(243)	(410)	(413)	(415)
Salaries and vacation		(1 542)	(1 607)	(1 530)	(1 568)	(1 493)	(1 559)	(1 435)	(1 492)	(1 350)	(1 425)	(1 357)	(1 425)	(1 357)	(1 357)
DAS		(184)	(199)	(172)	(183)	(162)	(187)	(142)	(150)	(110)	(138)	(108)	(134)	(112)	(112)
		(2 606)	(2 788)	(1 702)	(1 769)	(1 715)	(1 839)	(1 641)	(1 706)	(1 693)	(1 793)	(1 708)	(1 968)	(1 882)	(1 885)
Borrowing Capacity		18 574	17 853	18 885	18 304	18 106	17 426	16 503	15 964	15 905	15 773	15 618	15 875	14 074	14 884
Bank Indebtedness		(40 312)	(39 902)	(40 275)	(40 671)	(40 867)	(40 762)	(40 322)	(40 593)	(40 131)	(40 559)	(40 612)	(40 578)	(39 951)	(39 433)
Surplus (deficit)		(21 737)	(22 049)	(21 390)	(22 368)	(22 760)	(23 336)	(23 820)	(24 629)	(24 226)	(24 786)	(24 994)	(24 703)	(25 877)	(24 549)

Note 1 : Based on EY's report dated November 7, 2014.

Note 2 : Based on EY's report dated November 7, 2014. Subject to further analysis. Inventories were assumed stable throughout the period.